

Madagascar : Issue de secours

Blog d'Alain Rajaonarivony, journaliste – 23/08/10



«La HAT (Haute autorité de transition) devient infréquentable!» Mon interlocuteur ne croyait pas si bien dire en cet après-midi du 17 août. Dans la foulée, j'apprends que le jeune ministre de la communication, Iharizaka Rahaingoson, vient juste de démissionner mais qu'on tente de faire passer cela pour un limogeage. Le motif officiel est «qu'il a croqué». La vérité, c'est que dans l'affaire Life-Madamobil, un opérateur de téléphonie dont la Transition bloque la licence pour des raisons invouables de collusion d'intérêts, il a eu le courage d'envoyer une lettre à toutes les entreprises de ce secteur. Nous sommes dans

un Etat de droit, a-t-il dit en substance, et d'après la loi, rien ne s'oppose à ce que Life démarre ses activités. Deux heures après, il recevra une injonction du Premier ministre lui intimant de faire marche arrière. Et à peine a-t-il quitté ses fonctions qu'il fera l'objet d'une enquête du Bianco, le bureau anti-corruption.

Alors qu'en Europe et dans d'autres pays, la vie politique tournait plutôt au ralenti, l'heure étant au farniente estival, à Madagascar, elle s'était brutalement emballée. Cette accélération est parfaitement datable : le 14 juillet 2010 (voir article : «[Le sursaut de dignité](#)»), jour où l'ambassadeur français dénoncera les exactions du régime, sonnante pour la HAT (Haute autorité de transition) la fin d'un silence coupable et complice de l'expuissance coloniale. Cela a donné du cœur aux démocrates et annihilé les velléités de répressions violentes des opposants par les gouvernants. La France de toute façon portera une responsabilité aux yeux de la population pour les souffrances qu'elle a endurées pendant plus d'un an. Mais le geste de l'ambassadeur redonne à l'Hexagone une image plus conforme à ce que les Malgaches attendent d'une nation prétendument amie.

«Le temps joue contre vous!» Jean Faure n'a pas tourné autour du pot bien qu'il ait employé un langage diplomatique. «Même si vous n'avez pas l'âme d'un putschiste, chaque jour qui passe vous affaiblit aux yeux de la communauté internationale!». A la tête d'une délégation parlementaire tricolore venue s'informer sur le terrain de la situation courant juillet, le sénateur a fait comprendre à Andry Rajoelina qu'il avait intérêt à sortir au plus vite d'une voie sans issue.



Le vendredi 13 août, une plateforme regroupant 87 petits ou micros partis malgaches ont signé un accord avec le président de la HAT. Andry Rajoelina, après avoir menacé leur mouvement, a tenté de le récupérer à son profit. Un des responsables de cette coalition, l'ancien ministre Gilbert Raharizatovo, qui a fondé le RPM (Rassemblement pour Madagascar), un petit parti centriste, ne se fait guère d'illusions : «C'est une étape importante mais pas une fin en soi... Rien ne peut se faire sans la société civile et les 3 mouvances».

Son discours, qui lui a valu son limogeage du gouvernement n'a pas changé : «Il faut un Grand pardon et la rupture avec le passé... On ne peut pas gérer un pays dans un cycle de violence et de vengeance... C'est amer, quand on voit qu'on réprime un petit fonctionnaire qui détourne 40.000 Ar (14 Euros) mais il faut savoir arrêter un jour si on veut une base solide pour l'avenir». Depuis, le rapprochement avec la CNOSC, «Coordination nationale des Organisations de la Société civile», s'est effectué. Et Marc Ravalomanana, autant qu'Albert Zafy, semblent accorder du crédit à cette démarche.

Parce que pour vivre, il faut l'espoir, on ne peut qu'encourager toutes ces bonnes volontés, plus ou moins sincères, qui concoctent des solutions malgacho-malgaches aussi complexes que les Accords de Maputo et s'en inspirant largement. Une voie beaucoup plus simple et immédiate existe pourtant. Andry Rajoelina devrait convoquer respectueusement les trois anciens présidents à Antananarivo et ils signeraient solennellement un accord de paix. Cela impliquerait que le président de la HAT et Marc Ravalomanana mettent leurs égos dans leurs poches. Cela ne sert à rien qu'Andry Rajoelina invite simplement Didier Ratsiraka et Albert Zafy comme il l'a fait récemment. Les deux vieux présidents lui ont opposé une fin de non-recevoir. Andry Rajoelina doit aller jusqu'au bout de cette logique.

L'armée retrouverait aussi sa dignité en assurant la sécurité de tout le monde. Cette initiative débloquerait les aides internationales et donnerait aux politiciens et à la société civile le temps et la sérénité nécessaires pour préparer les élections. Andry Rajoelina sera crédité du courage de cette décision, et son image se métamorphosera de jeune inconscient en grand homme d'état. Sur la place du 13-Mai, on a utilisé toutes les attentes des plus pauvres pour arriver au pouvoir. On a volé jusqu'à leurs rêves. Andry Rajoelina avait beaucoup promis.... A lui de réparer un peu cette injustice, qui lui permettrait de se sauver lui-même...

La paix donnera la base d'une véritable solution durable puisqu'on peine à trouver une solution qui apportera la paix.

Photo 1 : Iharizaka Rahaingoson, une démission pour sauvegarder son honneur

Photo 2 : Gilbert Raharizatovo, apôtre de la tolérance et de la réconciliation, valeurs peu en vogue chez les dirigeants pour l'instant.

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/>